

CONCOURS DE RECRUTEMENT DE PROFESSEURS DES ECOLES

Epreuve d'admission

2^{ème} épreuve orale : mise en situation professionnelle

SUJET N°23

Durée : 45 minutes (exposé n'excédant pas 15 minutes suivi de 30 minutes d'entretien)

Thème : Agir contre l'illettrisme

Dossier :

Texte 1 : « Comment l'école fabrique l'échec scolaire » Article du Point de Jean-Paul Brigheli du 25 novembre 2013

Texte 2 : Circulaire N° 2013 -179 du 12 novembre 2013 - Actions éducatives – Prévenir l'illettrisme. Texte publié au BO N°43 du 21 novembre 2013

Texte 3 : Agir contre l'illettrisme : l'école se mobilise - Avant-propos de George Pau-Langevin site Eduscol

Questions posées au candidat

- A partir des documents proposés pouvez-vous préciser la place faite à la lutte contre l'illettrisme par l'éducation nationale ?
- Quelles difficultés, selon vous, peuvent se manifester lors de la mise en œuvre de situations d'apprentissage concernant la prévention de l'illettrisme ?
- Comment des parents en situation de grande fragilité linguistique peuvent-ils cependant collaborer avec les enseignants ?

Texte 1

Comment l'école fabrique l'échec scolaire_ Le Point.fr - Publié le 25/11/2013 à 14:05

Jean-Paul Brighelli a demandé au grand spécialiste du primaire Alain Bentolila son diagnostic sur le système scolaire. Il est terrifiant.

Alain Bentolila est linguiste - à l'origine spécialiste des parlers créoles -, et il est l'un des meilleurs connaisseurs du système scolaire français, particulièrement l'école primaire. Il a créé et dirigé l'Echill (Échec scolaire et illettrisme), créé et dirigé le réseau des observatoires de la lecture, qui fédère plus de 7 000 enseignants en France et à l'étranger, et a été le conseiller scientifique de l'Observatoire national de la lecture (1). Né en Algérie en 1949, il est resté lié sentimentalement et professionnellement au Maghreb - il fut ainsi le directeur scientifique du projet medersat.com, qui a créé au Maroc plus de 500 écoles rurales, et vise entre autres à combler le retard pris dans les régions à majorité linguistique amazigh - la langue berbère.

Il a obtenu en 1997 le grand prix de l'Académie française pour son ouvrage *De l'illettrisme en général et de l'école en particulier* et préside depuis 2010 le Centre de formation à distance des maîtres (CI-Fodem) à l'université Paris-Descartes.

C'est à ces divers titres que je l'avais sollicité pour intervenir dans le documentaire réalisé en 2007 par Emmanuel Amara, *Éducation nationale : un grand corps malade*.

Il a bien voulu répondre aux questions fondamentales que nous nous posons aujourd'hui. Plutôt que de jouer le jeu classique de l'interview, il a préféré répondre globalement : le lecteur trouvera ci-dessous le fruit d'une réflexion qui court sur plus de quarante ans, et est à même de faire le diagnostic le plus fin sur l'état des apprentissages premiers en particulier et sur l'école de la République en général.

"Naguère, des repères partagés"

Il fut un temps où la sélection était telle que l'on garantissait aux enseignants de leur "livrer" des classes sinon homogènes, du moins raisonnablement hétérogènes : les "**milieux de classe**" étaient majoritaires et donnaient à l'ensemble une stabilité qui permettait d'avancer sans trop de chaos. Cette "hétérogénéité contrôlée" n'était pas simplement d'ordre social ; elle tenait au fait qu'une majorité d'élèves partageaient une certaine idée de l'école et étaient convaincus de la nécessité d'y venir. L'école était considérée comme un lieu particulier. On s'y comportait de façon particulière. On en acceptait les règles, on se soumettait à ses rituels par crainte plus que par plaisir, mais sans exaspération. En bref, les élèves entraient en petit nombre en sixième en possédant les rudiments de leur métier d'élève. Ajoutons que la régularité des contrôles et l'exigence des examens imposaient aux programmes clarté et pérennité. On y acquérait une culture et des savoirs communs, certes assez stéréotypés et rigides, mais qui constituaient des repères partagés et des signes de reconnaissance endogènes. "Paris vaut bien une messe", "Roland de Roncevaux", "le vase de Soissons" ne constituaient certes pas un paradigme de savoirs d'une exceptionnelle qualité, mais, tous, nous partagions ces clichés et surtout nous savions *où* nous les avions appris et *qui* nous les avait appris.

"Instruire des enfants de moins en moins éduqués"

"Lorsque s'est levée la barrière d'une sélection qui, reconnaissons-le, était injuste et cruelle, un nombre considérable d'enfants, auparavant écartés, se sont trouvés précipités dans un système qui n'était pas conçu pour eux. Le filtre culturel et social ayant été retiré, l'école s'est trouvée mise au défi d'instruire des enfants de moins en moins éduqués : de l'école, on leur en avait donné des représentations confuses et parfois négatives ; du langage, ils n'avaient acquis qu'une maîtrise très approximative ; en guise de repères culturels, très vite, ils n'ont eu que l'éclairage glauque d'une télévision de plus en plus débile ; quant à la médiation familiale, ils n'en connaissaient souvent que le silence, l'indifférence et, parfois, la violence.

Ces "nouveaux écoliers" ont posé, année après année, à un système scolaire figé, un problème dont la gravité n'a fait que croître jusqu'à menacer aujourd'hui son intégrité.

Lorsqu'il fut décidé d'ouvrir largement les portes de l'école à tous les enfants de ce pays, nous avons collectivement pris l'engagement de les y recevoir tous tels qu'ils étaient : ceux issus de catégories sociales peu favorisées, mais aussi ceux, de plus en plus nombreux, "venus d'ailleurs", en équilibre culturel et religieux instable. Cet engagement ne pouvait être tenu au sein d'une école qui était construite pour accueillir des privilégiés préalablement triés. Il eût fallu que cette école se transformât en profondeur dans ses contenus, sa pédagogie, la formation de ses maîtres et ses finalités professionnelles.

Elle est en fait restée quasiment identique à elle-même. Même si elle a donné le change en multipliant des filières qui n'étaient en fait que des voies de garage, elle a navigué entre complaisance et cruauté, maquillant l'échec en abaissant régulièrement ses ambitions, ses exigences et... ses moyens. Si elle a réussi la massification de ses effectifs, elle a complètement raté sa démocratisation.

Les illettrés et les "désenchantés"

Aujourd'hui, à l'entrée au collège, 15 % des enfants se trouvent en situation de grande difficulté de lecture et encore bien plus d'écriture. L'école primaire les a maintenus en survie sans vraiment parvenir à les remettre à niveau ; le collège les achève. Il y a là comme une espèce de scandale. Mais ne pensez pas que seuls les 15 % de futurs illettrés sont en divorce scolaire ; le nombre des désenchantés augmente régulièrement, lassés par une scolarisation qui ne leur semble plus "à leur goût". Un immense malentendu s'est en fait noué au fil des années entre une école qui ne sait plus quoi inventer pour tenter de séduire, de rassembler et de fidéliser sa clientèle, et un groupe de plus en plus important de "non-convaincus" qui ne comprennent pas bien ce qu'ils font là et qui, pour beaucoup, préféreraient être ailleurs. Pour qu'un ministre en soit venu à soudoyer les élèves pour qu'ils daignent faire preuve d'un peu d'assiduité, c'est qu'il avait renoncé à croire à la naturelle nécessité de l'éducation.

L'absence de repères linguistiques et culturels fièrement affichés, le renoncement à montrer que le beau et le vrai ne se négocient pas, l'affichage complaisant d'un "plaisir d'apprendre" effaçant l'idée même de l'effort et du dépassement, l'abandon enfin de toute évaluation rigoureuse et honnête ont peu à peu affaibli pour certains parents et pour bien des élèves la légitimité de l'école. Ils sont passés de "nous ne sommes pas faits pour les études" à "ces études ne sont pas faites pour nous". Une enquête très récente sur l'absentéisme des collégiens montre de façon très nette que le taux d'absentéisme non motivé n'est corrélé ni avec la catégorie socioprofessionnelle des familles ni avec les résultats scolaires. En d'autres termes, ce ne sont pas seulement des élèves en situation de précarité et d'échec qui "sèchent" les cours ; le manque d'envie est très largement partagé par tous ceux qui constituent la masse désenchantée des scolarisés. Ce sont tous ces élèves qui sortiront du système éducatif une fois leur "temps scolaire" accompli, sans le moindre diplôme ou avec un maigre CAP. Ils constituent, rappelons-le, 40 % d'une promotion.

Le rôle majeur de la langue orale

Ne l'oublions pas ! L'échec se noue très tôt ; bien des enfants arrivent à l'école primaire avec une langue orale très éloignée de la langue qu'ils vont rencontrer en apprenant à lire et à écrire. Ne craignons pas de le dire, ils parlent une langue française quasiment étrangère à celle sur laquelle va reposer leur apprentissage de la lecture et de l'écriture. Le langage dont disposent certains élèves à la veille d'entrer au cours préparatoire est ainsi incompatible dans ses structures syntaxiques et son lexique avec une entrée sans rupture dans le monde de l'écrit. Apprendre à lire n'est pas apprendre une langue nouvelle, c'est apprendre à coder différemment une langue que l'on connaît déjà. Si un enfant se trouve enfermé dans un usage trop éloigné de la langue commune, il se trouvera d'emblée coupé de la langue écrite et condamné à un apprentissage plus que laborieux de la lecture et de l'écriture.

La priorité de l'école maternelle française est donc de donner à tous les enfants qui lui sont confiés une maîtrise du français oral qui leur permettra de dominer les mécanismes du code écrit pour construire du sens et non pour "faire du bruit". L'acquisition d'un vocabulaire riche et précis doit notamment être un de ses objectifs essentiels. Car l'engrenage est terrifiant. Lorsqu'on a souffert d'un déficit et d'une rigidité de langage à cinq ans, on ne peut prétendre qu'à quelques aptitudes au décodage des mots à huit ans alors que l'on devrait comprendre des textes simples. On parvient difficilement à repérer quelques informations ponctuelles à douze ans alors que le collège attend des lecteurs autonomes, polyvalents et endurants. On endosse ainsi très tôt le costume de l'échec et on ne le quitte plus. Face à cet échec programmé que l'on essaie pitoyablement de maquiller en baissant année après année nos exigences, combien absurdes apparaissent les discussions sur les rythmes scolaires.

Un "rempart contre la barbarie"

Institutrices, instituteurs, réveillez-vous ! Sachez que la nation compte sur vous pour transmettre à ses enfants notre patrimoine de valeurs culturelles, scientifiques et morales. Assumez votre mission de résistance à l'inculture et à la passivité intellectuelle. Ne vous contentez pas d'assurer simplement un service d'enseignement, mais mobilisez toutes vos forces pour la formation des jeunes esprits. Vous êtes, soyez-en persuadés, notre meilleur rempart contre la barbarie ; et si cette mission mérite une valorisation sociale et financière significative, elle vous impose en retour un engagement sans faille, un dévouement constant et parfois même un certain sens du sacrifice. Cela dépasse, et de fort loin, la défense des avantages acquis.

Texte 2

Actions éducatives Prévenir l'illettrisme Circulaire n° 2013-179 du 12-11-2013 Texte publié au BO n°43 du 21 novembre 2013 MEN - DGESCO A1-MMLF

Aux rectrices et recteurs d'académie ; aux directrices et directeurs académiques des services de l'éducation nationale ; aux inspectrices et inspecteurs chargés des circonscriptions du premier degré ; aux inspectrices et inspecteurs d'académie - inspectrices et inspecteurs pédagogiques régionaux ; aux chefs d'établissement ; aux directrices et directeurs d'école

La refondation de l'École de la République est une politique globale destinée à renouer avec la promesse républicaine de la réussite pour tous. Dans cette perspective, elle entend lutter très tôt contre les inégalités pour garantir et sécuriser les apprentissages fondamentaux et permettre à chaque élève de construire un projet porteur de sens. C'est le sens de mesures telles que l'incitation à la scolarisation des moins de trois ans ou le dispositif « plus de maîtres que de classes ».

La maîtrise de la langue française joue un rôle déterminant dans la réussite scolaire et l'insertion professionnelle et sociale. C'est pourquoi la prévention de l'illettrisme figure au cœur des missions de l'éducation et a lieu d'abord dans le cadre de la classe, dans les écoles et les établissements du second degré.

Afin d'accompagner l'ensemble des acteurs de la communauté éducative, des mesures nouvelles viennent compléter celles qui existent déjà et ont fait la preuve de leur efficacité.

Mieux sensibiliser et informer les équipes éducatives

Afin de sensibiliser tous les enseignants à la problématique de l'illettrisme, les directeurs d'école et les chefs d'établissement seront incités à en faire la présentation au cours de la réunion des équipes pédagogiques lors de la rentrée scolaire. Ils pourront notamment renvoyer vers de la documentation et des ressources disponibles : le « kit pédagogique » présenté ci-après, l'espace « Agir contre l'illettrisme » sur le site Éduscol, les ressources de l'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme (ANLCI), les résultats obtenus lors des tests de la Journée défense et citoyenneté (JDC) dans l'académie, des données chiffrées concernant l'environnement socio-économique des élèves.

Consolider le pilotage du réseau « maîtrise de la langue »

Les correspondants académiques « prévention de l'illettrisme » mènent dans chaque territoire une action utile et reconnue. Afin d'éviter toute rupture de l'acquisition des apprentissages fondamentaux, il conviendra de faire preuve d'une vigilance accrue lors du passage d'un cycle à l'autre. Pour marquer cette continuité, un travail en binôme, celui-ci étant constitué d'un IEN pour le premier degré et d'un inspecteur pour le second degré, désignés par les recteurs d'académie, sera désormais favorisé.

Au plan départemental, la même personne sera chargée des missions « maîtrise de la langue » et « prévention de l'illettrisme », pour garantir une meilleure synergie de l'action conduite au service des élèves.

La mission « Maîtrise de la langue française » de la direction générale de l'enseignement scolaire représente, pour l'ensemble du réseau ainsi constitué, un interlocuteur référent pour obtenir des informations utiles à la mise en œuvre d'actions et faciliter la mutualisation des pratiques les plus efficaces.

Renforcer le lien entre l'école et les familles

L'entrée d'un enfant dans les apprentissages constitue souvent, pour ses parents, un moment privilégié pour faire part des difficultés qu'ils peuvent eux-mêmes rencontrer dans la maîtrise de la langue et engager une démarche active de réconciliation avec l'écrit. Pour les accompagner, les Actions éducatives familiales (AEF) devront être développées dans chaque département, selon son contexte et ses ressources, spécialement dans les zones rurales isolées et les zones de l'éducation prioritaire où le taux d'illettrisme est très largement supérieur à la moyenne nationale.

Ces actions partenariales mises en place par les associations visent à permettre aux parents en situation de grande fragilité linguistique d'acquérir des compétences de base et ainsi de mieux accompagner la scolarité de leurs enfants.

Pour ces derniers, c'est une possibilité de changer le regard qu'ils portent sur l'École, de prendre confiance en eux, de se sentir accompagnés dans leur travail scolaire afin de se projeter en situation de réussite.

Pour permettre une mise en œuvre concrète et efficace des actions éducatives familiales, mais également pour mieux sensibiliser l'ensemble des personnels, un « kit pédagogique » numérique est proposé dans l'espace « Agir contre l'illettrisme » sur le site Éduscol ainsi que sur le site de l'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme (ANLCI). Il se compose de fiches, de vidéos et de diaporamas permettant de mieux communiquer avec les familles, de repérer les parents en situation d'illettrisme pour les mettre en confiance, les orienter vers des solutions de réconciliation avec l'écrit et, ainsi, leur permettre de mieux accompagner la scolarité de leurs enfants. Plus largement, il s'agit d'un outil au service d'une connaissance renforcée des publics accueillis à l'École et de l'instauration avec les familles d'une relation constructive, fondée sur la confiance, le dialogue et le respect, dans l'intérêt de tous les enfants.

Dans cette perspective, le moment de l'inscription à l'école maternelle peut être l'occasion, pour le directeur de l'école ou/et l'un des enseignants, de faire un point avec les parents sur le rapport que l'enfant entretient avec le langage et la manière, pour eux, quel que soit leur propre rapport avec la langue, d'accompagner son développement. En effet, pour les parents en situation d'illettrisme, l'institution scolaire est souvent associée à une image peu valorisante de leur propre parcours dans le système éducatif : il importe de les réconcilier avec l'École, en réaffirmant la nécessité d'une coéducation.

La remobilisation des parents et la sensibilisation au support écrit et au plaisir de la lecture auprès d'enfants de grande section et de cours préparatoire, peuvent être développées dans le cadre d'actions locales.

Renforcer les partenariats

La prévention de l'illettrisme implique une démarche participative associant de nombreux acteurs de la réussite éducative : l'éducation nationale, au premier chef, mais aussi ses partenaires, qui agissent avant l'entrée dans la scolarité, en complémentarité avec les apprentissages et à côté de l'École. Plusieurs associations déjà très actives - comme l'AFEV, l'APFEE, Lire et faire lire, - trouvent naturellement toute leur place dans le cadre de ce partenariat. D'autres associations pourront être sollicitées localement en fonction de leur implantation dans l'environnement scolaire, social et culturel. De nombreux partenaires publics et associatifs de la politique familiale, de la cohésion sociale, des politiques de la Ville, ainsi que les Greta et la ligue de l'enseignement sont essentiels pour développer une action efficace au plus près de la réalité de chaque territoire. L'action de certaines fondations d'entreprises qui financent ces programmes doit également être soulignée.

Pour garantir la pertinence et la cohérence de ces actions, le ministère de l'éducation nationale a engagé avec l'ensemble de ces acteurs un travail de structuration autour d'objectifs et de principes d'action partagés qui aboutira à une convention nationale de partenariat.

La ministre déléguée auprès du ministre de l'éducation nationale,
chargée de la réussite éducative,
George Pau-Langevin

Texte 3 Agir contre l'illettrisme, l'école se mobilise Avant propos de George Pau-langevin Site Eduscol

L'illettrisme qualifie la situation de personnes qui ne maîtrisent pas la lecture, l'écriture, le calcul, les compétences de base permettant d'être autonome dans des situations simples de la vie quotidienne, alors même qu'elles ont été scolarisées en France. Ce phénomène touche 2,5 millions d'adultes en France qui sont dès lors, handicapés ou gênés dans leur vie quotidienne et dans leur vie professionnelle. L'illettrisme conduit à l'exclusion et l'exclusion conduit à l'illettrisme.

S'il est vrai que l'illettrisme se manifeste au lendemain de la scolarisation, l'école a un rôle majeur à jouer dans sa prévention. Il s'agit de la vocation première de l'École de la République : transmettre les savoirs fondamentaux, veiller à l'acquisition durable du socle de connaissances, de compétences et de culture. Nous avons le devoir aujourd'hui d'aller plus loin : 7% des adultes sont en situation d'illettrisme, ce sont autant de parents qui ne peuvent pas accompagner la scolarité de leurs enfants, ce qui crée un terreau favorable à l'échec de ceux-ci.

Notre responsabilité est donc double :

- **reconnaître et mesurer l'impact sur la scolarité de l'enfant dont les parents sont illettrés**
- **réussir à transformer la scolarité de l'enfant en une chance et en une opportunité pour ces parents illettrés** de se remettre dans une démarche d'apprentissage

C'est tout le sens du plan de mobilisation de l'éducation nationale que je présente à l'occasion de ces Assises nationales de lutte contre l'illettrisme.

Cette mobilisation reposera sur trois piliers :

- **réarmer l'institution** : l'éducation nationale doit se transformer en profondeur pour prendre en compte l'illettrisme familial comme un élément majeur à prendre en compte dans la scolarité de l'élève
- **sensibiliser les personnels pour prendre en compte la réalité qu'est l'illettrisme** : réarmer l'institution permettra à chacun d'être en capacité de repérer les situations familiales d'illettrisme, afin de pouvoir nouer une relation de confiance avec les parents, leur proposer des solutions, les orienter vers les dispositifs adéquats
- **coordonner les acteurs et valoriser les partenariats** : donner une cohérence à tous les dispositifs et à toutes les actions qui sont mises en place.

Une institution réarmée, des personnels formés et un tissu associatif en constante coordination doivent être les maîtres mots de notre démarche. Ces axes se déclineront au travers des mesures suivantes :

- **publication d'une circulaire** qui rappelle les objectifs dans la prévention de l'illettrisme et organise la mobilisation de l'éducation nationale
- **édition d'un kit pédagogique** destiné à tous les personnels de l'éducation
- **création de binômes de référents académiques premier/second degrés** pour une meilleure continuité de la prise en charge et une connaissance optimale des dispositifs en place
- **élargissement des missions du référent départemental "maîtrise de la langue"**, qui deviendra référent "maîtrise de la langue et prévention de l'illettrisme". Il sera le relai local des référents académiques, l'interlocuteur de proximité des personnels et l'interface entre l'école et ses partenaires engagés dans la prévention de l'illettrisme
- **promotion des actions éducatives familiales** et soutien à leur développement sur le territoire
- **mise en place d'un cadre national de principes et d'actions pour la prévention de l'illettrisme** entre l'éducation nationale, l'ANLCI et les partenaires engagés dans la prévention de l'illettrisme : associations, mouvements d'éducation populaire, fondations, entreprises. Leur action dans la prévention de l'illettrisme et comme partenaires de l'éducation nationale doit ainsi être reconnue et valorisée.

Mobiliser l'École pour la prévention de l'illettrisme, voilà notre mot d'ordre pour cette grande cause. Je connais l'engagement du Premier ministre à mener cette mobilisation, les capacités du gouvernement à porter une grande cause, la capacité de l'éducation nationale à repousser toujours plus loin son idéal de progrès.

Ensemble, amplifions la lutte contre l'illettrisme pour en finir avec ce fléau qui conduit à l'exclusion des millions d'habitants de notre pays.